

Un vent de colère souffle sur notre département comme dans tout le pays

Chaque mois sont plus nombreux les salarié.e.s, retraité.e.s et privé.e.s d'emploi qui n'arrivent plus à boucler leur budget. La hausse régulière et conséquente du carburant appauvrit celles et ceux qui n'ont d'autre choix que la voiture individuelle pour les actes de la vie courante, aller au boulot. Et, alors que l'hiver s'annonce, la hausse des prix du gaz, de l'électricité, du fuel et des chauffages collectifs aggrave encore le quotidien.

En même temps que les profits financiers et patronaux explosent, le gouvernement Macron/Philippe accentue sa politique de classe au service des riches. Il impose à la majorité de la population la réduction des droits sociaux ainsi qu'une politique fiscale particulièrement injuste et inégalitaire au service des riches et du grand patronat. S'y ajoutent la fermeture de nombreux établissements publics et la suppression de milliers de postes de fonctionnaires, accentuant encore le sentiment d'abandon pour toutes celles et ceux qui vivent loin des métropoles. Nous dénonçons également la casse du droit du travail et des protections collectives.

La colère qui gronde est légitime et salutaire

Avec raison, elle met en cause la politique dictée par le MEDEF et mise en œuvre par le Président de la République et son gouvernement, notamment en matière fiscale. Les groupes capitalistes, patronat et banques en tête, avec leurs profits exponentiels sont les vrais responsables et les bénéficiaires du désespoir social et de la crise climatique.

Pour Macron, comme pour ses prédécesseurs, le capitalisme est un dogme. Pour nous c'est un drame : Les inégalités sociales accroissent la paupérisation de larges franges de la population, accentuent les atteintes à l'environnement et accélèrent le réchauffement climatique.

Le gouvernement tente de justifier ses choix politiques, les augmentations des taxes sur les carburants, par l'urgence écologique. C'est un mensonge car on le sait, le produit de ces taxes sert avant tout à alimenter le budget de l'Etat au

profit des actionnaires de la dette et non à contribuer à la transition énergétique et écologique !

Non seulement le pays ne réduit pas la production de gaz à effet de serre, mais il l'augmente ; non seulement il ne réduit pas l'utilisation des pesticides, mais il l'augmente; non seulement il ne diminue pas l'artificialisation des sols, mais il la poursuit.

La fermeture des services publics de proximité, des gares et voies ferrées secondaires, la concentration des emplois dans les métropoles ne font que renforcer la tragédie climatique en cours et accroître les difficultés quotidiennes de millions d'entre nous. **De plus, cette « écologie punitive » sert de prétexte et de moyen pour exonérer les grands groupes de la fiscalité dont ils devraient s'acquitter en la transférant sur les ménages !**

MEDEF et gouvernement, en accord avec l'Union Européenne, sont les vrais responsables de la crise en cours

Leur politique dans les transports, comme dans les autres domaines, n'est ni cohérente avec l'urgence climatique ni juste socialement. Aucune mesure ambitieuse n'a été prise pour financer les alternatives à la voiture et aider celles/ceux qui n'ont pas les moyens de se déplacer autrement. Cette prétendue fiscalité écologique épargne les secteurs les plus polluants et émetteurs de gaz à effet de serre, comme les trafics aérien et maritime ou le transport routier de marchandises.

L'urgence sociale et l'urgence écologique sont indissociables

La politique gouvernementale aggrave l'une et l'autre et espère diviser celles et ceux qui en sont les victimes. Les travailleuses et les travailleurs, qu'ils soient actifs/actives, retraité.e-s ou privé.e-s d'emploi ont bien compris que c'est par leur mobilisation qu'ils obtiendront satisfaction.

Avec les précaires, les privé.e-s d'emploi, français-es/immigré.e-s

TOU-TE-S UNI-E-S

Samedi 1er décembre à 14h

Rdv place R. Schuman, Europole (derrière la gare de Grenoble)

Des mesures d'urgences sociales et écologiques doivent être imposées :

- ➔ Une **augmentation générale des salaires, des pensions, des indemnités chômage, des allocations sociales et des minimas sociaux** pour redonner du pouvoir d'achat à toutes et tous. Cette augmentation doit être plus importante pour les femmes pour atteindre l'égalité salariale
- ➔ La reconquête d'une **sécurité sociale** de haut niveau permettant d'assurer la continuité du salaire quelle que soit la situation : jeunes, retraité-e-s, privés d'emploi, malade, en formation...
- ➔ La **réduction du temps de travail** et la retraite à 60 ans à taux plein pour partager le travail entre tou-te-s
- ➔ L'interdiction des licenciements boursiers
- ➔ L'arrêt des suppressions de postes et des fermetures des services publics notamment dans la santé. **La réouverture de services publics et sociaux de proximité pour répondre aux besoins des populations**
- ➔ L'arrêt de la défiscalisation du kérosène dans le transport aérien. Le **développement du ferroviaire** pour les transports de marchandises et les transports collectifs
- ➔ Mettre un terme aux politiques centrées sur la voiture et mettre en place un **réseau public, gratuit, de transports en commun** accessible à tou-te-s et desservant l'ensemble du département
- ➔ Un aménagement équilibré du territoire qui passe par la lutte contre la concentration de l'activité sur les métropoles, véritables « territoires entreprises » au seul service des grands groupes donneurs d'ordres et de leurs actionnaires
- ➔ la suppression des taxes injustes comme celle sur le carburant ou la TVA qui pèsent beaucoup plus lourd sur les petits budgets que sur les gros et la remise en place de l'impôt sur la fortune (ISF).
- ➔ La suppression des cadeaux fiscaux et exonérations de cotisation des entreprises, pour **le financement de la sécurité sociale, de l'assurance chômage, de l'assurance maladie, de la branche famille grâce aux cotisations sociales**
- ➔ La mise en œuvre d'un plan de construction de logements sociaux et de rénovation écologique de l'habitat accessible à tou-te-s
- ➔ Le soutien à une agriculture paysanne privilégiant les circuits courts et les productions bios pour permettre à toutes et tous l'accès à une alimentation de qualité.

Associations, syndicats et partis politiques engagés dans le département pour la justice sociale et climatique, nous appelons ensemble à la **mobilisation sociale, écologique et citoyenne contre la politique de Macron-Philippe**, tout en refusant les boucs émissaires habituels des discours racistes, antisémites ou xénophobes.

Nous appelons à une autre répartition des richesses et à l'urgente nécessité de placer la transition écologique et de nouvelles conquêtes sociales au cœur de toutes les décisions pour notre avenir et celui de la planète. Ce sont les mobilisations multiples dans les entreprises comme dans la rue, par la grève et par l'action, qui permettront de peser sur les décideurs publics ou privés pour que ces changements s'imposent.

Le 1^{er} décembre, rejoignons tous et toutes la manifestation nationale contre le chômage et la précarité. Faisons entendre notre colère face aux injustices, faisons entendre nos contre-propositions face au gouvernement et au patronat.

Après le 1^{er} décembre, nous appelons toutes et tous à se mobiliser le 8 décembre lors de la marche pour le climat (15h place de Verdun) et le 18 décembre dans le cadre journée internationale des migrant-e-s.

